

La caravane des jours heureux

Le Havre

Mercredi 18 août 2021

Chers amis, chers camarades,

C'est avec grand plaisir que nous accueillons aujourd'hui et demain au Havre, cette caravane des Jours heureux, pour ce qui constitue sans aucun doute sa plus belle étape !

Vous me passerez j'en suis sûr sur cette pointe de chauvinisme local...

Une caravane partie de Marseille le 6 juillet, et qui nous permet d'aller à la rencontre des citoyens, à travers une trentaine de rencontres prévues jusqu'au 26 août, sur 4.000 kilomètres de parcours.

Pour y avoir participé à plusieurs reprises, je mesure par l'accueil reçu et l'attente de débats qu'elle suscite, combien cette initiative originale est utile. Et combien les espoirs de changement sont prégnants.

Un grand merci par conséquent, à tous les militants des 25 fédérations du Parti Communiste Français mobilisés pour l'organiser, l'animer, dans un esprit de convivialité qui caractérise également l'identité et la force de notre parti.

**

Et je me permets d'ajouter que j'y retrouve aussi l'énergie, l'approche, la créativité, l'ouverture qui se sont déployés à travers la campagne d'un Havre Citoyen, ici au Havre, lors des dernières élections municipales.

Convaincu que contrairement à ce que certains tentent de développer, la conjugaison de l'action militante des partis politiques, et de l'action citoyenne sous ses différentes expressions, demeure le meilleur chemin pour revivifier la démocratie.

La politique c'est l'affaire de tous, ce n'est pas le pré-carré de quelques-uns.

Les libéraux sont au pouvoir en France, après avoir promis une société apaisée car dépolarisée de sa Gauche et de sa Droite ; et 4 ans plus tard on se retrouve avec une France divisée, morcelée, angoissée.

La réalité, c'est que la politique française souffre d'une destruction forte des valeurs républicaines, d'une incapacité à améliorer les conditions de vie du plus grand nombre, d'un refus de s'attaquer aux urgences réelles qui mettent à mal la société et la planète, et d'une stratégie de tension initiée par le Président de la République.

Cela illustre aussi au passage, une fois de plus, la grande fable du Libéralisme dont ses champions, Macron et Philippe en tête, passent une grande partie de leur temps à tenter de masquer par la communication, le grand écart permanent entre leurs intentions affichées et leurs actes posés.

Car non le libéralisme ce n'est pas la liberté pour tous. Leur libéralisme c'est la liberté totale pour les détenteurs des capitaux, et des privations pour tous les autres.

Le libéralisme se nourrit des inégalités, donc il doit les creuser, les alimenter.

Plus globalement, jamais depuis un quart de siècle, la très grande majorité des Français n'a eu à subir autant de régressions dans leur liberté, mais aussi dans leurs conditions d'existence et leurs espoirs en un avenir meilleur.

Au point qu'une récente enquête d'opinion démontrait que plus de 2 Français sur 3 sont convaincus que leurs enfants vivront moins bien qu'eux.

La France de Macron, c'est la France des illusions, des manipulations, c'est la France du détournement, par la privatisation, des moyens de la Nation au seul bénéfice d'une petite minorité de possédants.

**

Morceaux choisis...

Auto-déclaré « *champion du climat* » en 2018, il a convoqué une Convention citoyenne qui a fait 150 propositions qu'il s'était engagé à reprendre. Finalement, ces nombreuses propositions ont toutes été supprimées. Seule en

est ressortie la « loi climat », chétive et largement sous-dotée d'un point de vue écologique.

Une loi climat qui permet surtout de ne froisser aucun intérêt économique, et donc qui ne sert à rien face à l'urgence écologique.

Cette loi, les députés communistes s'y sont fermement opposés, tout développant de nombreuses propositions comme l'extension de la gratuité des transports en commun.

**

« Nous placerons la France en tête du combat contre les perturbateurs endocriniens et les pesticides. Ils sont l'une des principales causes de l'augmentation des cancers des enfants depuis vingt ans. »

Une promesse de campagne qui n'a pas résisté au temps et aux lobbies. Le glyphosate tout comme les néonicotinoïdes sont toujours autorisés dans notre pays.

**

« Grâce à nos réformes nous irons vers le plein emploi ».

Notre pays connaît des niveaux record de chômage et pire encore de fin d'indemnisation, laissant une part croissante de nos concitoyens sans ressource autre que le RSA qui comme chacun sait est très nettement en dessous du seuil de pauvreté.

**

« La réforme de la fiscalité du capital se fera à coût nul ».

C'est vrai l'impôt sur la fortune a été supprimé, mais jamais dans notre pays les foyers les plus riches n'ont vu leur richesse croître à ce point. Et, jamais, ils n'ont aussi peu contribué à la solidarité nationale.

**

Et puis, il y a eu cette crise sanitaire. Et cette déclaration de guerre lancée au virus par le Président. Une guerre qui selon le bon mot de l'un de ses défunts prédécesseurs aura vite fait « pchiff ».

Le virus est toujours devant nous, mais durant cette crise les grandes multinationales ont réalisé un record avec 60 milliards d'euros de profits cumulés en un semestre...

Faire la guerre au virus, ça aurait consisté à organiser l'économie en circonstance :

Prendre les industries et les obliger à produire ce dont on a besoin massivement pour subvenir aux besoins, notamment des produits sanitaires et des ustensiles indispensables contre la Covid, mais également pour permettre aux patients qui ont besoin de soin « non-Covid » de pouvoir quand même se faire soigner.

Pour permettre aux hôpitaux d'être soulagés de certaines tâches, pour permettre à l'industrie pharmaceutique d'augmenter ses capacités de production, etc.

Pour permettre aux jeunes qui souffraient terriblement, il aurait fallu mettre en place un revenu jeune pour les moins de 25 ans.

Combien d'entre eux se sont privés de manger à leur faim ? Les emplois étudiants (serveur ou garderie) ont été supprimés par la situation sanitaire ! L'État n'a pas été à la hauteur de ces besoins.

Pour interdire les profits pendant la crise, pour interdire les profiteurs de guerre, etc.

Cette initiative d'interdiction des profits a d'ailleurs été très importante dans le monde, et le PCF y a pris sa part, tout comme nous.

Ces annonces auraient pu être fortes, et permettre à l'État et au peuple de se mettre dans les conditions de la lutte, y compris dans la solidarité internationale, parce que chacun doit bien être conscient que la Covid se moque des frontières et que ce n'est pas qu'en France que le sujet existe, mais que tant que le virus existera partout, il sera une menace pour la France.

Il a également refusé de mettre en place avec l'UE une vraie politique d'acquisition massive de vaccin et de faire en sorte de vacciner partout et d'aller au contact des gens qui voulaient se faire vacciner.

Demander à « Doctolib », une application smartphone privée, de s'inscrire pour aller se faire vacciner n'est pas une idée démocratique, c'est une idée ultralibérale !

La vaccination a été lente et inefficace parce que l'État ne s'en est pas donné les moyens.

Aujourd'hui, il fait payer le poids de ces échecs aux Français en leur imposant un passe sanitaire et un vaccin quasi obligatoire. Quelques mois seulement après avoir affirmé qu'il était contraire aux valeurs de la République.

Souvenons-nous de l'engagement pris par le Ministre de la santé le 13 janvier devant l'Assemblée Nationale de ne pas recourir au passeport sanitaire...

D'échec en échec, il en est réduit désormais à déclarer la guerre aux non-vaccinés, divisant les Français au lieu de les fédérer. Remplaçant le devoir de conviction et de pédagogie en faveur de la vaccination par un autoritarisme démesuré qui nous éloigne de l'immunité collective.

** **

Sur le plan international, les mêmes logiques sont à l'œuvre. Notre pays a éteint ses lumières, en dirigeant sa politique étrangère au service exclusif d'intérêts économiques particuliers, et plus des intérêts démocratiques, des droits fondamentaux des peuples et des nations.

S'éloignant ainsi mécaniquement des chances de paix durable.

Le fiasco de l'Afghanistan, après celui du Sahel, de la Lybie, vient encore de l'attester.

La France soutient des régimes corrompus toujours prêts à rendre services aux multinationales et aux intérêts privés. Puis, quand cela tourne mal, et cela finit toujours par mal tourner, le Président en personne ouvre le parapluie devant la Nation pour prévenir contre de futures migrations.

Comme s'il n'y était pour rien, comme si c'était une question de fatalité.

C'est indigne. Et humainement abjecte.

** **

Je pourrais passer des heures à énumérer ainsi les exemples funestes de ce grand écart permanent entre les intentions affichées et les actes posés.

Mais est-ce vraiment utile ? Chacun est à même de pouvoir les mesurer dans son propre quotidien, à travers sa propre situation ou celle de ses proches, de ses voisins ou de ses collègues.

Ce qui compte c'est surtout de savoir comment mettre un terme à cet engrenage qui aspire la France et les Français vers le bas, pour mieux permettre à ceux qui se sont hissés au sommet des pouvoirs économiques, de toujours plus prospérer.

Et peu importe, tant mieux même, s'ils sont de moins en moins à voter.

Nous sommes à moins d'un an d'une échéance démocratique qui dira stop ou encore.

Sauf que si nous voyons bien ce que pourraient donner sur 5 années supplémentaires le encore... Encore plus de privations, de tensions, d'inégalités et d'injustices pour les uns, encore plus de profits pour les autres...

En revanche, le « stop » peut signifier des jours meilleurs comme il peut déboucher sur du pire encore.

Car en donnant à manger à l'extrême-droite, toutes les formes de droite extrême, en jouant sur les peurs, Macron peut également être la victime, et nous tous avec, de la bête qu'il alimente chaque jour.

D'où cette campagne que nous autres les communistes, initions à travers tout le pays, à partir de ce cap résolument fixé sur les jours heureux.

Les jours heureux, en opposition avec les heures sombres que nous traversons.

En opposition aussi avec la haine, les haines, la ségrégation, les ségrégations, que l'extrême droite porte en elle.

Les jours heureux, pour que la politique, l'action publique reprenne tout son sens et toute sa force : changer positivement le quotidien de tous nos concitoyens.

Comment ? Par des changements inédits à opérer dans les politiques de notre pays.

En commençant par la sécurité sociale de la santé et de l'emploi pour tous.

Une sécurité sociale de la santé qui assurera de nouveau une prise en charge intégrale des besoins de santé de chaque Français, tout au long de sa vie.

Une sécurité sociale de l'emploi qui assurera un travail pour chacun tout au long de sa carrière.

D'une part par une meilleure répartition du temps, de la durée du travail - les 32 heures et le retour à une retraite pleine et entière dès 60 ans y contribueront.

Et d'autre part par un rééquilibrage urgent à décréter entre ce que les travailleurs et les détenteurs des capitaux tirent de l'économie. Pas besoin de vous préciser dans quel sens...

Dans cette campagne, avec Fabien, nous voulons nous adresser à toutes celles et à tous ceux qui veulent une vie meilleure. Qui refusent la résignation.

Nous voulons que les citoyens reprennent les rênes, le pouvoir, les pouvoirs, pour redonner son sens à la démocratie.

C'est une question de choix politique, ce n'est pas une question de moyens. Les moyens cela se trouvent toujours. Cette crise et son quoi qu'il en coûte vient encore de le prouver.

Et puis dans un pays où 1.000 milliards d'euros de patrimoine sont concentrés dans les mains de 500 familles, il vaudrait mieux arrêter de célébrer chaque année en ce mois d'août l'abolition des privilèges pour l'instaurer.

Le Parti communiste à une longue histoire qui lui a conféré un enracinement dans les villes et villages, une reconnaissance de son utilité et de sa constance. Nous sommes un parti qui faisons confiance aux citoyens.

Et un parti digne de confiance parce qu'il ne trahit jamais ses engagements. Durant toute notre histoire nous sommes toujours en première ligne de la lutte pour l'humain d'abord.

Nous ne prétendons pas détenir la vérité, nous prétendons simplement et c'est déjà tellement, qu'ensemble on est toujours plus intelligent, qu'ensemble on va toujours plus loin.

Et justement, dans communisme, il y a commun. Et il n'y a jamais eu autant besoin que de mettre en commun. Les idées, les projets, les énergies.

Nous sommes pour l'émancipation, en opposition à l'asservissement, à toute forme d'asservissement. Ce n'est donc sûrement pas pour nous laisser enfermer dans des pronostics de spécialistes dont depuis des années, ils ont de commun que de se planter.

Mais ce qui est clair, c'est que nous refusons de nous résigner à ce que 2022 soit un nouveau rendez-vous manqué et nous entendons au contraire agir pour créer les conditions d'un changement politique majeur dans notre pays.

Nous sommes ici pour participer à la reconstruction de l'espoir.

Nous ne sommes pas seuls, nous sommes nombreux à Gauche. Dans les mouvements politiques, dans les mouvements citoyens, dans les organisations syndicales et associatives.

La question n'est pas de savoir qui sera en haut de l'affiche et sur le bulletin de vote, la question est de se mettre tous en mouvement. Pour gagner il faut s'additionner. Le rassemblement lui ne peut qu'être naturel, le résultat d'une dynamique mais il ne se décrète pas.

Nous avons la volonté de contribuer à faire émerger une majorité populaire pour répondre aux urgences sociales, écologiques et démocratiques. C'est ce que je vous propose d'aborder ici au Havre, comme nous le faisons à travers tout le pays par cette première initiative de campagne.